

que la situation au Nigéria, axée sur le Biafra, n'était facile à décrire ni d'un côté ni de l'autre. On a beaucoup parlé de génocide. Faut-il attendre la preuve du génocide pour commencer à agir? On a dit que nous avions fait plus que tout autre pays. Je suis heureux de ce que nous avons fait. Mais nous, de l'opposition, qui avons engagé le gouvernement à faire davantage, nous ne visions pas à violer les droits souverains du Nigéria. Nous demandions simplement que notre pays, sur le plan humanitaire, suive la ligne de conduite de la Suisse, de la Suède, de la Norvège et du Danemark. Ces pays n'ont pas pris le temps de rationaliser leur position. Ils ont apporté des secours. L'aviation suédoise possède un appareil Hercules; la Suède a réussi à en céder le titre à sa Croix-Rouge et, partant, à la Croix-Rouge internationale. Cet avion a accompli une multitude de voyages. Je croirais que les pays de cette catégorie ont, par habitant, fait plus que le nôtre.

● (6.50 p.m.)

Je ne minimise pas notre apport, car il avait aussi sa valeur; je dirais simplement, monsieur l'Orateur, que nous ne pouvons pas rendre justice à la situation qui existe au Nigéria sans prendre connaissance de ce qui se passe là-bas depuis huit ans. Il s'agit d'une guerre civile. Il n'y a aucun doute là-dessus. D'une guerre civile provoquée par les rivalités tribales et par les fausses hypothèses de ceux qui ont tracé les frontières du Nigéria. Ceux-ci pensaient en effet que l'indépendance n'empêcherait pas la formation d'un gouvernement qui ferait régner l'harmonie entre les diverses tribus, comme à l'époque du régime colonial.

Par exemple, on ne peut séparer l'attitude sécessionniste des Ibos, dans le Biafra actuel, des massacres de 1966. On en a très peu parlé, mais la rancœur provoquée par ces effusions de sang dont les premiers responsables étaient les civils, et les seconds, après le premier coup, étaient les militaires, fait partie du contexte nécessaire à l'intelligence de la situation.

Le concept original du Nigéria, si l'on tient compte des trois tribus principales, les Hausas au Nord les Yorubas à l'Ouest et les Ibos à l'Est, découlait de la tentative d'organiser une fédération de trois peuples essentiellement différents les uns des autres, vivant ensemble avec de nombreuses tribus plus petites, dans l'espoir que le Nigéria serait viable en tant qu'État indépendant. Mais ce n'est là qu'une partie du contexte. Nous qui fai-

sions partie du comité en avons la connaissance dans son ensemble. En fait, certains témoignages présentés au comité constituent un excellent exposé des événements qui ont abouti à la situation actuelle.

Que pouvons-nous y faire? Je crois que tous ceux qui ont pris part aux travaux du comité se sont efforcés avant tout de convaincre les députés et le gouvernement que les Canadiens auraient dû faire plus qu'ils ne faisaient. Tout ce qu'on a dit de contraire ici cet après-midi est injuste et partial.

Lors de la première séance du comité, nous, du parti conservateur, avons précisé dès le début qu'il fallait considérer le problème à la fois du point de vue humanitaire et du point de vue politique et militaire. Je crois que nous avons étudié soigneusement l'aspect humanitaire de la question. Néanmoins, je crois que nous sommes tous d'avis, que nous soyons pour ou contre l'attitude du gouvernement, que nous aurions dû faire davantage. Je souhaite que nous l'eussions fait, car étant donné notre prospérité et notre abondance, il me semble que nous devrions secourir les moins fortunés que nous, et la plus belle occasion de le prouver nous est offerte dans la situation qui existe actuellement au Biafra. Il y a, d'autre part, la responsabilité d'ordre politico-militaire. C'est de ne pas intervenir par la force des armes. Je ne dis pas que nous devrions enfreindre la souveraineté du gouvernement militaire fédéral du Nigéria. Il y a d'autres moyens d'exercer notre influence, influence qui existe effectivement. Ils sont rares les pays qui ont plus d'influence que le nôtre chez les nations montantes.

Nous exerçons également une influence auprès des grandes puissances mondiales. Songez, monsieur l'Orateur, à la crise de Suez, survenue quelques années avant le mouvement d'indépendance au Nigéria. Si le gouvernement canadien avait adopté alors la ligne de conduite qu'il maintient dans la situation actuelle, cet événement aurait eu un tout autre résultat, je pense. Le monde nous saura gré de l'aide que nous pourrions apporter dans la crise nigérienne tout comme à Suez.

Même si le gouvernement fait connaître au monde entier ses vues sur le Nigéria et le Biafra, il semble avoir perdu de vue ce qui se passe là-bas. Ses propos sèment la confusion. On en trouve un élément de preuve à la lecture du rapport du comité.

Je ne m'oppose pas au rapport présenté par le comité à la Chambre. Chacune de ses